

## Un prince est mort

Le prince Philip est mort et les médias français y ont vu aussitôt une aubaine pour détourner l'attention des téléspectateurs, émotion garantie. A commencer par TF1 qui titre : La reine Elisabeth perd son "roc", puis France 2 où Laurent Delahousse s'est assuré la présence de Stéphane Bern pour commenter ce qui à leurs yeux est un événement planétaire.

Pour s'informer en conservant un esprit critique, il faut comprendre comment les médias "fabriquent" l'information. Et lire mon dernier livre : "Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit" (Editions Maia).

En voici deux extraits pour comprendre les raisons de l'omniprésence de l'information concernant les "people", les prétendu "grands de ce monde" :

*« Tous les milliardaires qui ont investi dans les médias en France et ailleurs n'éprouvent que du mépris pour les journalistes ; ils n'apprécient que les plumes serves. Ils ne sont hélas pas les seuls à insulter la profession et ils n'ont pas le monopole de la petite phrase assassine pour ceux qui ont fait le choix d'informer des citoyens, refusant de se transformer en attrape-pub, en relais des informations touchant au vedettes de l'actualité, le monde "people", ou encore en metteurs en formes des communiqués des agences de communication (quand ils en ont le temps ou quand on leur en laisse le loisir). »*

*« On peut donc se poser sempiternellement les mêmes questions : objective l'information ? Neutres les médias ? Equilibrés les temps de parole entre libéraux et opposants ? Pluralistes les débats ? Hiérarchisée l'information selon les seuls principes professionnels ? Hiérarchisée l'information quand la priorité est donnée aux faits divers ou aux personnalités de l'actualité, les people ? Sérieuses les méthodes de recherche de l'information ? »*

Le contrepoison est en vente dans toutes les bonnes librairies, à la FNAC et chez l'éditeur (port gratuit) à l'adresse suivante :

<https://www.editions-maia.com/livre/journalistes-brisez-vos-menottes-de-lesprit/>

## Quand Lagardère rit, les salariés pleurent

L'Elysée continue à retenir son souffle après l'annonce de l'abandon du statut de commandite par le groupe Lagardère pour celui de société anonyme. Certes, Vincent Bolloré n'a pas (encore) mis la main sur Europe 1 en pleine période électorale ; mais il s'agit d'une simple illusion. Dans une société anonyme, le premier actionnaire (26 % pour Bolloré) a un vrai pouvoir d'influence, surtout quand il est épaulé par deux autres poids lourds, Amber Capital (20 %) et la fonds souverain du Qatar (13 %).

Des informations commencent à filtrer : des synergies seraient déjà envisagées entre la radio Lagardère et les chaînes de télévision Bolloré. Emmanuel Macron doit avoir des sueurs froides. Imaginer Zemmour et Praud sur Europe 1, le président vertical n'ose y croire !

Dans l'opération à plusieurs centaines de millions d'euros, tout le monde n'est pas sorti gagnant, à commencer par les salariés. Ceux d'Europe 1, par exemple, ont été priés de se déclarer volontaires pour quitter la radio qui sombre. D'autres suivront. En revanche, le patron, Arnaud Lagardère, a bien négocié et il a su préserver son emploi : son poste de Pdg lui est assuré pour 6 ans et en contrepartie du changement de statut du groupe, il recevra 10 millions d'actions à 22 euros. Ainsi il deviendra actionnaire à hauteur de 14 % au lieu de 7,6 % aujourd'hui ; de quoi doubler ses dividendes.

Le monde des médias est impitoyable, mais pas pour tous. Les milliardaires savent préserver leurs intérêts, même dans le cas où ils ont conduit leur groupe à la catastrophe.

Quant à l'information elle est maltraitée par les mêmes qui ont passé des « menottes de l'esprit » à leurs journalistes.

Pour comprendre comment se fabrique l'information à l'ère des Bolloré et Lagardère, on peut utilement se reporter à mon dernier livre, « Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit » (Editions Maïa, 19 €). C'est édifiant.

## **Bolloré, c'est du brutal**

Il n'est pas incongru de parler de Vincent Bolloré le jour de la fête du travail, journée internationale de solidarité de tous les exploités. Il est le symbole du capitaliste qui rêve d'un monde sans protection sociale.

Vincent Bolloré est un fieffé exploiteur, tyrannique et sans aucun sentiment pour ceux qui triment pour lui permettre d'amasser les milliards, avec lesquels ils rachètent tout ce dont il a une envie insatiable. Sous toutes les latitudes.

Il n'aime pas qu'on évoque ses affaires africaines, par exemple, et n'hésite pas à poursuivre ceux qui dénoncent ses pratiques féodales. Dans ses chaînes de télévision il ne se comporte pas mieux.

Après avoir fait le ménage à iTélé (rebaptisée CNews), il réitère à Canal+. Après les licenciements de Sébastien Thoen et Stéphane Guy, ce sont cinq journalistes du service des sports de la chaîne cryptée qui sont sous le coup d'un licenciement.

Cette vague vise à "sanctionner" sans preuve ceux qui ont dénoncé le harceleur Pierre Menès, l'ami de la famille, ou apporté leur solidarité aux premières victimes. La sanction est suprême : c'est directement la porte, même si la salarié fait condamner le grand exécutif aux prud'hommes. Peu importe, le coût n'est pas dissuasif pour un milliardaire.

Dans les chaînes de Bolloré, donc, on ignore superbement les dérapages ou les condamnations des Zemmour, Praud, Menès, Hanouna, mais pas contestations des salariés. Étonnant ? Non, la réponse à la question est à lire dans mon dernier livre, "Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit" et, plus particulièrement, au chapitre « Le "final cut" de Bolloré ». Édifiant.

Où il est prouvé que Bolloré ne connaît ni la fête du travail, ni la solidarité, ni les syndicats, ni la dignité des salariés.

## **Journalistes, taisez-vous !**

Hubert Védrine est un parfait représentant de la "gauche caviar". Haut fonctionnaire, il est membre du Parti socialiste et a, derrière lui, une longue carrière politique, secrétaire général de l'Élysée et ministre des affaires étrangères notamment. Il préside l'Institut François Mitterrand et il est membre du club Le Siècle. Sa biographie mentionne aussi qu'il est administrateur du groupe de Bernard Arnault, LVMH, et qu'il a siégé au conseil consultatif de la banque d'affaires américaine Moelis & Company.

Il vient de se signaler en récusant les accusations contre le rôle de la France dans le génocide rwandais de 1994. Mais, ô honte, il a choisi la revue d'extrême droite, *Éléments* pour s'épancher. L'ancien diplomate qui connaît le sens et la force des mots a dérapé. On lui reconnaîtra le droit de se défendre et d'affirmer : « *Je pense sincèrement que les accusations contre la France au Rwanda sont une des plus*

*grandes fake news lancées contre notre pays depuis les intox de la guerre froide (...)* Il s'est trouvé dans le monde médiatique, intellectuel, et à gauche particulièrement, des gens qui se sont laissé séduire par cette thèse hallucinante. » Mais Hubert Védrine s'égaré en parlant de fake news et se défend très maladroitement. Pour renforcer son argumentaire, il s'en prend directement au Monde qui, selon lui, « pendant quinze ans, n'a jamais donné une seule fois la parole à des auteurs qui défendent une autre thèse que celle en cours à Kigali. »

Mais le plus ignoble est à venir :

« *Le Rwanda est devenu le prétexte pour tous les gauchistes de la place de Paris de régler leurs comptes avec François Mitterrand, la Ve République, la France comme puissance. Cette violence se libère aujourd'hui parce que ces têtes folles étaient auparavant tenues par le Parti communiste, puis englobées dans la stratégie Mitterrand. Mais, aujourd'hui, plus rien ne les retient. Ce débat empoisonné est un bon révélateur du degré de masochisme atteint dans pays.* »

Le "tous gauchistes" est un slogan éculé, M. l'ancien ministre !

Hubert Védrine a une idée fulgurante pour expliquer le faisceau d'accusations portées à l'encontre de l'action de la France :

« *Si les journaux étaient tenus comme autrefois, ça ne durerait pas une minute.* »

Une idée que ne renierait pas Marine Le Pen. Si on suit l'ancien ministre qui va cachetonner chez Bernard Arnault, il faut faire taire les journalistes. Comme le fait Vincent Bolloré dans ses médias. Est-ce de cela dont on parle aux fameux dîners du Siècle ?

Odieux, mais digne de cette presse d'extrême droite qui recueille avec délectation les borborygmes d'Hubert Védrine.

## **Raoul Sangla**

Raoul Sangla est mort. La nouvelle me plonge dans une tristesse infinie. L'homme était exquis, chaleureux, mais il avait aussi des convictions fortes.

Il est l'un de ceux qui avaient bâti une télévision française intelligente qui éduquait, informait et distraiyait, notamment avec Stellio Lorenzi, Jean-Marie Drot et combien d'autres.

On se rappellera avec émotion de Discorama, l'émission présentée par Denise Glaser, où Raoul avait innové en montrant les équipes techniques au travail, non par coquetterie, mais pour montrer que la télévision est un travail d'équipe. Autrement dit, il avait une conception opposée à celle de la télévision d'aujourd'hui où les présentateurs sont des stars qui éclipsent ceux qui fabriquent les émissions.

Il avait défini "sa" télévision par une formule choc « *une télévision qui se mêle de ceux qui la regardent et de ce qui les regarde* ». C'est fort de sa conviction qu'il avait imaginé un journal sur Antenne 2, baptisé Journal d'en France, où l'équipe allait dans les quartiers et faisait intervenir les citoyens. C'en était trop pour un pouvoir voulant contrôler toute l'information : le Journal d'en France, hebdomadaire, n'a connu que onze éditions entre septembre 1981 et février 1982. Trois fois hélas !

Raoul Sangla imagina aussi un journal tout en images, sans présentateur. Donc sans star du style de Poivre d'Arvor ou Ockrent. Le projet avait mis en émoi ceux qui ambitionnaient de se montrer à m'écran. Le projet n'a évidemment jamais vu le jour !

Raoul Sangla a été directeur de la Maison de la culture de Nanterre (de 1978 à 1981) puis, après 1984, il a travaillé à la création de télévisions locales.

Il laisse une œuvre immense et riche, à l'image de celle de son ami Marcel Trillat, récemment décédé lui aussi.

On comprend mal qu'aucun hommage ne lui ait été rendu par les chaînes de télévision (et même par les autres médias). Peut-être dérange-t-il encore ?

Nous, ses amis, nous ne l'oublierons pas et nous tenterons de faire revivre cette télévision qui se mêle de ceux qui la regardent et de ce qui les regarde..

## **CNews, chaîne de propagande, s'affiche**

On ne peut pas éviter la dernière campagne de publicité pour la chaîne CNews ; elle est présente sur 7900 panneaux dans toute la France. Trois slogans sont déclinés : *"La liberté d'opinion est-elle une espèce en voie de disparition ?"*, *"Pourquoi faudrait-il qu'on soit tous d'accord ?"* et *"C'est en confrontant les opinions qu'on s'en fait une"*.

La chaîne de Vincent Bolloré (qui a fait appel à une autre filiale du groupe, l'agence BETC du groupe Havas) ne manque pas de culot.

CNews ne cultive pas la liberté d'opinion quand elle licencie les journalistes qui ont osé émettre des critiques. CNews est la chaîne où seuls ceux qui sont d'accord avec Pascal Praud, Eric Zemmour ou Aymeric Pourbaix (directeur de publication de La France Catholique) ont accès à l'antenne. CNews ne confronte pas les opinions mais fait de la propagande pour les idées nauséuses de la fachosphère et des populistes de la droite extrême.

Mais Vincent Bolloré a toutes les audaces, notamment celle de sa classe des nantis et des milliardaires qui n'ont que mépris pour le peuple ; "sa" chaîne fait la promotion de ses idées.

CNews n'informe pas, mais est un outil de propagande à coups de millions, injectés par le réactionnaire industriel breton, qui ignore le mot pluralisme.

Ecrire que CNews est une chaîne de propagande n'étonne plus personne, cela se vérifie au quotidien. C'est en quelque sorte enfoncer une porte ouverte.

En revanche, il est important de noter que le pauvre CSA vient de prendre une décision qui révèle que pour la période du 10 au 28 mai dernier la chaîne de Vincent Bolloré a invité à 9 reprises le candidat du Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen et l'a présenté comme tel. Le Conseil aussi que *« l'examen des séquences fait également apparaître qu'il s'est exprimé, contrairement à ce que soutient l'éditeur, sur des thématiques majeures de la campagne (...) telles que la sécurité publique »* pendant une *« durée globale d'environ une heure »*.

Le CSA se fourvoie en oubliant de mentionner que les questions de sécurité publique ne sont en aucun cas un domaine relevant de la compétence des régions.

Il a noté que CNews *« n'a déclaré que 7 minutes environ du temps de sa couverture de l'actualité liée aux élections régionales »*. Mais, que croyez-vous que fit le CSA pour sanctionner ce mensonge grossier et ce flagrant délit ? Il a adressé une simple *« mise en demeure de se conformer, à l'avenir (...) au principe de pluralisme politique »*.

Bolloré, Praud, Dassier ou encore Zemmour doivent trembler de peur !

Alors, oui, pauvre CSA, dont les moyens d'intervention sont aussi peu contraignants ; la présente décision est d'un ridicule achevé.

La libération des médias, elle, attendra.

## **Le "final cut" de Vincent Bolloré**

Vincent Bolloré est devenu le premier actionnaire du groupe Lagardère, invité par Nicolas Sarkozy à aider l'héritier, Arnaud, endetté et incapable de se débattre du harcèlement de fonds dits activistes, contestant sa gérance.

Vincent Bolloré n'est pas encore installé dans les bureaux de sa nouvelle proie qu'il fait déjà le ménage à Europe 1, où il a réussi à déclencher la première grève de l'histoire de cette radio.

Les méthodes Bolloré ne sont pas nouvelles ; Canal+ et iTélé (devenue CNews) en ont goûté les joies avant Europe1. J'en ai témoigné dans mon dernier livre, "Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit. On peut lire en effet :

« Vincent Bolloré est réputé brutal, ses sbires aussi qui ne le déçoivent jamais. Avec sa morgue habituelle, il déclarait dans *la Tribune* en 2007 : « *Dans mes médias, j'ai le "final cut"*. » On notera, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, qu'il emploie un possessif pour parler de "ses" médias.

A *Direct Matin* puis plus récemment à *i-Télé*, rebaptisée CNews, Bolloré a confié la direction à un homme aussi brutal que lui (décidément c'est une qualité nécessaire pour accéder aux postes de direction !); ainsi le milliardaire breton n'a plus à intervenir lui-même sur les contenus, Serge Nedjar veille sur tout. A Canal+ et même à Comédie+ (...)

La chaîne *i-Télé*, autre propriété du groupe, donne un autre exemple de l'interventionnisme et de la brutalité de Bolloré et de ses lieutenants. La situation s'étant vite dégradée au sein de la chaîne, en 2016 la société des journalistes dans une lettre à la rédaction appelait les journalistes à voter une motion de défiance. Dans celle-ci, la SDJ rapportait des négociations et échanges surréalistes à propos des programmes avec Serge Nedjar : « *Non, il n'y aura pas de discussions. Et je vais vous dire une chose, il n'y aura rien à discuter parce que vous ferez ce qu'on vous dit de faire.* » Puis, pour se faire bien comprendre il administra une leçon de journalisme selon le groupe Bolloré à son auditoire : « *Le journalisme comme vous le faites, je l'ai vu dans la presse écrite. A la moindre occasion quand on parlait d'argent, ils posaient les stylos et aujourd'hui ces journalistes, ils sont au chômage. Vos scrupules sont des débats dépassés et quand je vois des gens comme vous, ça ne me donne pas envie.* » (...)

Dans ses médias, le propriétaire a effectivement le "final cut" ; on ne compte plus les entraves à l'information : reportages en Afrique caviardés, couverture du procès des dirigeants de France Telecom surveillés de près, sujet sur le pavé lancé par un policier sur des manifestants au printemps 2019 passé à la trappe. C'est le quotidien des journalistes qui doivent "*faire ce qu'on leur dit de faire*" ! La rédaction de CNews est caporalisée.

Dans certaines rédactions comme celle-ci, le journalisme c'est se soumettre à la finance et à la publicité ou partir et aller grossir la plus grosse rédaction de France, celle de Pôle emploi.

Tous les milliardaires qui ont investi dans les médias en France et ailleurs n'éprouvent que du mépris pour les journalistes ; ils n'apprécient que les plumes serves. Ils ne sont hélas pas les seuls à insulter la profession et ils n'ont pas le monopole de la petite phrase assassine pour ceux qui ont fait le choix d'informer des citoyens, refusant de se transformer en attrape-pub, en relais des informations touchant aux vedettes de l'actualité, le monde "people", ou encore en metteurs en formes des communiqués des agences de communication (quand ils en ont le temps ou quand on leur en laisse le loisir). »

Ces extraits éclairent le conflit en cours à Europe 1. Mais dans mon livre on peut en apprendre davantage encore sur la "fabrique de l'information" dans la France de

Macron. Un enjeu idéologique, financier et, pour tout dire, un problème de liberté d'expression et d'information.

*Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit, Editions Maïa, 19 €.*

## **Arnaud Lagardère s'y fait bien**

Arnaud Lagardère a conduit le groupe de son père à la catastrophe en l'offrant aux appétits de deux milliardaires qui ne font aucun mystère de leurs envies de prendre le contrôle des activités les plus lucratives, mais il est aux anges.

On le savait dilettante et incompetent, mais aujourd'hui on se rend compte de sa cupidité.

L'abandon du statut de commandite de son groupe et sa transformation en société anonyme, donc opéable ? « *Je m'y fais plutôt bien* ». On peut le croire, les conditions du changement sont en effet très confortables. Il a gagné 2,6 millions d'euros en 2020 et ses rémunérations ne risquent pas de baisser : il a été élu président du conseil d'administration de Lagardère SA pour 6 ans et il a reçu 7 % des actions de la nouvelle société à ajouter aux 7 % qu'il possédait déjà.

Il a pu ajouter : « *C'est donc sans nostalgie aucune que je me tourne vers l'avenir* ». Retraite confortable assurée pour lui (60 ans quand même) sa jeune épouse et ses enfants. N'est-elle pas belle l'image de ce patron toujours bronzé prenant soin de sa famille ?

Devant les actionnaires il a pu fanfaronner : « *J'aurais tendance à dire de manière optimiste et positive que les choses ne changeront pas, car l'équipe dirigeante est toujours là (...)* À l'issue de la transformation, on pourra constater qu'aucun actionnaire ne disposera de la majorité des droits de vote au sein de l'assemblée ou de la majorité des voix au sein du conseil d'administration (...) En termes de stratégie globale, on n'en a pas changé. L'idée est de garder l'intégrité de ce groupe ».

Ces réflexions laissent dubitatif : ou Arnaud Lagardère est un fieffé menteur ou il est d'une imbécillité rare. Vincent Bolloré s'est déjà installé à Europe1, envoyant des "missi dominici" pour infléchir la ligne éditoriale de la chaîne de radio, en attendant mieux, et Bernard Arnault n'a pas encore dévoilé ses choix.

Pour quelques millions d'euros par an, Arnaud a vendu son âme mais aussi et surtout le groupe qu'avait construit son père ; pis, il expose les maisons d'édition et les quelques médias qui lui restent à l'influence nauséabonde d'un Bolloré catho intégriste, réactionnaire flirtant avec l'extrême droite fascisante. Avec la bénédiction de Nicolas Sarkozy, un fin connaisseur des coups tordus.

Arnaud pourra célébrer en août 2026 le bicentenaire de la Librairie Hachette, mais que restera-t-il de la devise de son fondateur : « *Sic quoque docebo* » (Ainsi j'enseignerai quand même) ? Arnaud et le fric : il s'y fait bien. Pas les salariés !

## **Le pluralisme selon France Inter**

Laurence Bloch, la directrice de France Inter, vient de déclarer au Parisien (de Bernard Arnault) qu'elle se fixe comme objectif « *de redonner le goût de la politique aux citoyens* ». Jusque là, il me semble que c'est effectivement une noble tâche pour une chaîne de service public et il ne devrait pas être nécessaire de la répéter.

La déclaration de la directrice de France Inter (et bras droit de Sybille Veil) m'a surpris ; de quelle politique parle-t-elle ? Sa carrière s'est surtout manifestée par une certaine tendance à pourfendre ce qui n'est pas de droite. Dès son arrivée à la

direction de l'antenne en 2014, elle avait écarté Ivan Levaï, Frédéric Lodéon et surtout Daniel Mermet et son émission *Là-bas si j'y suis*. Puis, en 2019, elle avait supprimé *Comme un bruit qui court* déclarant aux producteurs que leur émission « ressemble à un tract de la CGT. Quand je l'entends, j'éteins. » Quelle horreur !

Pour la prochaine rentrée, Laurence Bloch veut encore faire du neuf ; elle a nommé de nouveaux éditorialistes : Natacha Polony de Marianne le lundi, Cécile Dufлот (l'ex-Verte aujourd'hui dirigeante de l'ONG Oxfam) le mardi, Alexandre Devecchio du Figaro le mercredi et Etienne Gernelle du Point le jeudi.

Ces éditorialistes rejoindront l'ineffable Dominique Seux des Echos dans la tranche d'information, le 7/9 de Demorand et Léa Salamé. Faudra-t-il éteindre France Inter quand ils interviendront à l'antenne ?

Mme Bloch se moque des auditeurs et du service public en déclarant qu'elle veut redonner le goût de la politique avec Natacha Polony, Dominique Seux, Alexandre Devecchio et Antoine Gernelle, tous représentants de la droite la plus rance, rejetée par les citoyens. Ces journalistes sont les valets des milliardaires qui ont fait main basse sur les médias : Kretinsky (Marianne), Bernard Arnault (Les Echos et Le Parisien), la famille Dassault (Le Figaro) et François Pinault (Le Point).

Alors, un peu de décence Mme Bloch ; vous êtes en charge d'une chaîne publique et vous devez respecter et faire respecter le pluralisme dans les rédactions et dans les choix des éditorialistes. Ce n'est pas eux qui vont ramener les abstentionnistes dans les bureaux de vote et leur redonner le goût de la politique.

Il serait bienvenu que les journalistes et les citoyens entendent le discours développé dans mon dernier livre : "Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit" (Editions Maïa, 19 euros).

## **Journalisme de connivence**

France Inter, France 2 et France 3 viennent de nous administrer une parfaite leçon de journalisme de connivence. Le cours a commencé avec Léa Salamé qui recevait récemment Olivier Bogillot, le Pdg de Sanofi dans le 7/9.

Le patron du groupe pharmaceutique était parfait dans son rôle ; il a parlé des besoins de capacité d'innovation et de capacités de production en France, mais en ajoutant aussitôt que l'innovation est principalement en dehors des laboratoires pharmaceutiques. Une façon de justifier les licenciements dans son entreprise qui aurait mérité d'être notée par Léa Salamé.

La journaliste était si béate d'admiration quand le patron a dévoilé que Sanofi allait produire 2 milliards de vaccins à ARN messenger à partir de la fin de l'année qu'elle a oublié l'essentiel. Pour elle, cette prétendue relocalisation était suffisante pour ne pas s'attarder sur la question sans doute accessoire des licenciements par vagues entières dans les services de recherche et développement.

Fermez le ban ; on n'en saura pas plus.

Le cours suivant, il fallait se connecter au journal de la mi-journée de France 3 pour le suivre. Un reportage s'est extasié de la réouverture d'une ancienne usine de production de Paracétamol à Roussillon en Isère. On saura quand même que l'usine avait fermé en 2008 et la production délocalisée en Chine. Elle était la dernière unité de production du célèbre médicament en Europe et les salariés n'étaient plus que 43, mais un an plus tôt ils étaient encore 285 ; la perspective de réouverture de l'usine à l'horizon 2023 a fait l'impasse sur le sort des pauvres salariés. Fallait-il privilégier l'information positive ?

L'usine appartenait au groupe Rhodia (issu de la séparation des activités chimie et pharmacie de Rhône-Poulenc lors de la fusion avec le groupe allemand Hoechst), numéro deux mondial pour la fabrication du Paracétamol dans le monde ; elle avait connu de multiples actionnaires, comme le groupe Solvay et, récemment, le fonds d'investissement Eurazeo. Le groupe Rhodia rebaptisé Seqens produira donc 10 000 tonnes de Paracétamol, commercialisé par Sanofi sous la marque Doliprane et par UPSA sous la marque Efferalgan, alors que les deux laboratoires se contentaient de conditionner le principe actif produit en Asie.

France 3 n'a pas cru utile de rappeler ces "détails" !

La relocalisation a ses limites, mais aussi un coût. Seqens a chiffré la réouverture de son usine de Roussillon à environ 100 millions d'euros, dont une partie, non précisée, sera supportée par l'Etat dans le cadre de France Relance. Cela fait cher de l'emploi créé (ils ne seront qu'une trentaine) et tout bénéfique pour les actionnaires d'un groupe qui a dégagé de gros profits en 2020. Dans ce contexte, l'action Seqens flambe (l'entreprise est valorisée plus de 2 milliards d'euros, soit près de 15 fois les bénéfices attendus de 150 millions) et Eurazeo a flairé le bon coup financier ; il a donc mis le sous-traitant pharmaceutique sur le marché. France 3 a oublié de le préciser.

La relocalisation d'Emmanuel Macron a ses limites ! La liberté d'expression dans le service public de l'audiovisuel aussi.

Il serait temps que les journalistes ne se contentent plus des communiqués des entreprises et fassent des enquêtes (mais l'investigation comme on dit aujourd'hui est réservée à d'autres sujets). Mes anciens collègues pourraient aussi se reporter à mon dernier livre, "Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit".

## **Pauvre service public !**

Il paraît que la majorité des Français fait encore confiance à la télévision pour s'informer. Il paraît... Alors que tous les médias écrits et audiovisuels multipliaient les informations sur le scandale du logiciel israélien Pegasus, les chaînes du service public, France 2 et France 3, ont "oublié" d'y consacrer le moindre petit reportage ou d'y faire la moindre allusion.

C'est d'autant plus étonnant que la cellule d'investigation de Radio France a participé à l'enquête internationale du consortium Forbidden Stories et qu'un gros dossier est accessible sur le site francetvinfo, commun aux rédactions des chaînes publiques de radio et de télévision.

Sans doute, la direction de l'information de France Télévisions mettra-t-elle en avant un souci éthique en soutenant que les informations doivent être vérifiées. Mais l'ampleur du scandale et le nombre de preuves accumulées par le consortium international de journalistes et Amnesty international sont suffisants pour mériter d'être transmises aux téléspectateurs.

Un quotidien comme Le Monde, qui a au moins autant de souci éthique que France Télévisions, a consacré sa "une" et 5 pages dès son édition de lundi et son enquête va révéler des aspects du scandale tout au long de la semaine.

La faute de France Télévisions est avérée et elle en dit long sur sa soumission au pouvoir politique qui, lui aussi, cherche à minimiser le scandale qui a atteint un millier de personnes en France.

Le scandale éclabousse Israël ; imagine-t-on le déluge d'informations si un scandale similaire avait été le fait de l'URSS hier ou de la Chine aujourd'hui ?

Pauvre service public !

## Les méfaits du journalisme de révérence

La pratique du journalisme de révérence est particulièrement dangereuse en cette période troublée. Le Journal du dimanche (le JDD pour les initiés) en a fait la cruelle expérience : son admiration sans borne pour Emmanuel Macron se heurte à la réalité.

Le 13 juin, David Revault d'Allonnes, rédacteur en chef du service politique, offrait aux lecteurs un modèle d'article hagiographique. Le titre ne laissait déjà aucun doute sur les visées de l'auteur : « *Reconfinement allégé et vaccination : comment Emmanuel Macron a gagné son pari* ».

L'auteur fait sans détour le procès de ceux qui se complaisaient dans le « *scepticisme scientifique et critiques politiques* ». Le premier paragraphe de l'article est péremptoire : « *Il ne s'agit en rien d'un "pari", juraient alors en chœur les proches d'Emmanuel Macron, soucieux de démentir l'idée selon laquelle le chef de l'État se permettrait de jouer avec la santé du pays. Eux préféraient évoquer un "défi". Aujourd'hui, les mêmes n'en sont tout de même pas à dire que ce "pari" qui n'existait pas est gagné. Mais pas loin. "C'est à la fin du bal que l'on paie l'orchestre, jubile un conseiller du Président. Ceux qui nous prédisaient 10.000 lits occupés en réanimation fin mars sont muets, et ceux qui enviaient les terrasses des pubs ouvertes à Londres ne disent plus rien...* »

Revault d'Allonnes se permet une pointe d'ironie en citant ceux qu'il appelle les flagorneurs qui voyaient en Macron le « *meilleur épidémiologiste de France* », avant d'ajouter : « *De même Macron anime-t-il, rênes courtes, les conseils de défense sanitaire, qui en sont venus à supplanter le Conseil des ministres au cœur du processus de décision de l'exécutif – certains ont duré jusqu'à quatre heures. Chaque veille de conseil, un dossier de plusieurs centaines de pages est adressé aux participants. Et quand Macron arrive, "il a tout lu, tout compris et il pose les questions qui font mal", témoigne un habitué, qui poursuit : "Je l'ai vu passer des heures à challenger les scientifiques, les collaborateurs et les administrations sur les hypothèses, sur les conséquences des variants, sur la façon de vacciner les gens, les tests antigéniques...* »

Imagine-t-on la chance de la France d'avoir un tel président qui comprend tout !

Alors l'hagiographe de service peut se permettre d'affirmer : « *Alors, pari remporté? "Ce n'était pas un pari, mais Emmanuel Macron a pris son risque de manière réfléchi, résume le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. Un risque parfaitement mesuré et pesé, malgré les critiques. Et il s'est révélé gagnant pour tout le monde, y compris pour l'économie française, qui enregistre 5% de croissance. Si on compare notre gestion de la crise avec celle des grands pays occidentaux, la France n'a pas à rougir, au contraire." Certes, personne, notamment parmi les oppositions politiques, ne reconnaît que ça fonctionne. "Mais personne ne dit plus que ça ne fonctionne pas", remarque Véran.* »

Emmanuel Macron aurait donc fait taire toutes les oppositions et gagné son pari. Revault d'Allonnes a eu, sans doute, un éclair de lucidité ; la chute de son article laisse planer quand même un léger doute. Mais les Français devaient être rassurés, leur président tenait solidement les rênes : « *Et aujourd'hui, l'épée de Damoclès du variant Delta plane encore. "Les mêmes causes produisant les mêmes effets, il faudra être très attentif. Je resterai en permanence en métropole, avec mes équipes mobilisées pour continuer à décortiquer les cartes tous les soirs et pour voir si ça frémit." Pas encore gagné, donc.* »

Un peu plus d'un mois plus tard, avec la quatrième vague, le pari est perdu : les statistiques sont toutes dans le rouge. Les appels des scientifiques et des soignants n'ont pas été entendus. Et le président est à Tokyo pour la cérémonie d'ouverture de Jeux olympiques, loin de la métropole, mais dans un pays où la pandémie fait des ravages.

Le JDD s'est corrompu une fois encore et n'aura jamais un mot d'excuse en direction de ses lecteurs. Le journalisme de révérence a encore de beaux jours devant lui. Mon essai, "*Journalistes, brisez vos menottes de l'esprit*", n'a sans doute jamais été autant d'actualité pour se départir de pratiques indignes du respect dû aux lecteurs, auditeurs et téléspectateurs !

## **Des journalistes éblouis**

Quand trois milliardaires américains se livrent à une lutte bête et injurieuse dans un contexte de pauvreté galopante, à plusieurs milliards de dollars, pour savoir qui sera le premier à s'envoyer de l'espace, les journalistes tombent en extase et en perdent leurs repères éthiques.

Mardi, après Richard Branson, c'était au tour de Jeff Bezos de s'offrir un court saut de puce dans sa capsule, en compagnie d'une octogénaire et d'un jeune de 18 ans pour le casting et pour les retombées médiatiques. Loïc de la Mornais, envoyé spécial permanent de France Télévisions aux Etats-Unis, s'est extasié en déclarant : « *A terme, Jeff Bezos veut externaliser les industries polluantes dans l'espace* ». Sans autre commentaire et sans s'interroger sur la perspective de la pollution de l'espace.

Dans l'audiovisuel, on est obnubilé par ce que les journalistes appellent les 'tunnels' ; on veut absolument "faire court", toujours plus court. Au risque de phrases vides de sens, mais qui se veulent définitives.

Le journal de 20h a enchaîné en posant très judicieusement la question de l'utilité de cette course au tourisme spatial. Le journaliste de service a alors lâché après avoir fait remarquer qu'Elon Musk (patron de Tesla) avait fourni la fusée ayant permis le voyage de Thomas Pesquet vers la station orbitale : « *Preuve que les entreprises privées sont les soutiens indispensables aux programmes spatiaux des Etats.* », avant de donner la parole à Xavier Pasco, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, délivrant le même discours.

Cher confrère, l'argument est un peu court, car si les entreprises privées sont aussi indispensables que vous osez l'affirmer sur une chaîne publique, c'est en raison des réductions de crédits nécessaires à la recherche publique. Et ces abandons des Etats ont un nom : libéralisme, ou ultralibéralisme.

La propagande libérale va ainsi se nicher au détour d'une petite phrase, subrepticement, l'air de rien.